

**PORTANT DES RESTRICTIONS TEMPORAIRES  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

**Le maire de la ville de Pau,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.325-1 à L.325-3, R.411-21-1 et l'article R.417-10 ;

Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 22 octobre 1963 8<sup>ème</sup> Partie – signalisation temporaire – modifiée ;

Vu l'arrêté municipal du 13 avril 2026 portant délégation de signature ;

Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules avenues du général Leclerc, Trespoey et Alfred Nobel, en raison de travaux pour la création d'une ligne électrique souterraine 63 KV ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – **du Lundi 31 Août 2026 au Vendredi 18 Décembre 2026**, de façon permanente, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant, suivant la signalisation mise en place sur les lieux sauf pour les entreprises chargées des travaux sur les voies suivantes :

- Avenue du Général Leclerc : dans sa partie comprise entre les avenues des Marronniers et Paul Tissandier ;
- Avenue Alfred Nobel : dans sa partie comprise entre les rues des Chasseurs et Paul Tissandier ;
- Avenue Trespoey : dans sa partie comprise entre la rue Charles Péguy et le boulevard Guillemin.

**ARTICLE 2** – Durant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, la circulation des vélos est interdite sur les bandes cyclables situées au droit en vis à vis du n°33 avenue du Général Leclerc, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

**ARTICLE 3** – Durant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, la circulation des véhicules s'effectuera en chaussée rétrécie, à une vitesse réduite à 30km/h aux abords du chantier, par demi-chaussée, de façon alternée, en fonction des besoins du chantier, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux sur les voies suivantes :

- Avenue du Général Leclerc : dans sa partie comprise entre les avenues des Marronniers et Paul Tissandier ;
- Avenue Alfred Nobel : dans sa partie comprise entre les rues des Chasseurs et Paul Tissandier ;
- Avenue Trespoey : dans sa partie comprise entre la rue Charles Péguy et le boulevard Guillemin.

**ARTICLE 4** – Les entreprises chargées des travaux devront prendre sous leur responsabilité et à leurs frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation) conformément à la réglementation en vigueur.

Elles mettront en place la signalisation réglementaire afin d'interdire le stationnement 48h00 avant l'occupation. Elles seront responsables de la conformité du positionnement de cette signalisation et devront être en mesure de pouvoir justifier cette installation sur simple demande des services municipaux en cas de litige avec un automobiliste verbalisé ou dont le véhicule a été mis en fourrière.

**ARTICLE 5** – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

**ARTICLE 6** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 7** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Fait à Pau, le 28 août 2026

Publié le 31/08/2026